

Unité départementale de l'Oise
283, rue de Clermont
ZA de la Vatine
60000 Beauvais

Beauvais, le 18/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHEMOURS France

Accounts Payable-Défense Plaza
23/25 rue Delarivière Lefoullon Déf. 9
92000 Nanterre

Références : IC-R/069/25-SD/SL
Code AIOT : 0005104648

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement CHEMOURS France implanté Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul. L'inspection a été annoncée le 15/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHEMOURS France
- Usine de Villers Saint Paul Rue Frédéric Kuhlmann - BP 50021 60870 Villers-Saint-Paul
- Code AIOT : 0005104648
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement CHEMOURS à Villers-Saint-Paul produit des dérivés fluorés utilisés dans la production d'émulsifiants (pour mousses d'extinction incendie) et d'additifs dans la formulation des peintures ou pour la protection des surfaces (papier, cuir, textile, bâtiment).

Le site se situe sur la plateforme industrielle de Villers-Saint-Paul, qui compte également les sociétés Arkema (Seveso Seuil Haut), DOW (Seveso Seuil Bas), IWT (Autorisation) et VSPU (Autorisation).

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Perte d'utilités
- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Alimentation en énergie et utilités associées (1)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
3	Arrêts et mise en sécurité (3.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
4	Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
5	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
6	Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secours) (4.a)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
7	Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7	Sans objet
8	Maintenance utilités et dispositifs de secours	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	électrique (5)		
9	Plan d'action (6)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
10	SGS : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site dispose d'équipements de secours en cas de perte d'électricité. Ces matériels sont testés et contrôlés régulièrement. Les équipements sont dimensionnés pour les besoins du site et sa mise en sécurité en cas de perte d'électricité.

L'exploitant a mis en place une procédure pour gérer la perte d'électricité et forme le personnel à cette procédure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées (1)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Alimentation en énergie
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations. [...]</p>
Constats : <p>Le site CHEMOURS est implanté sur une plate-forme chimique où sont présents d'autres industriels.</p> <p>Les utilités sont gérées par une ICPE distincte : VSPU.</p> <p>La plate-forme chimique est alimentée par deux lignes RTE permettant un secours si besoin.</p> <p>Le site de CHEMOURS n'est pas livré en haute tension. Le site est équipé de trois TGBT :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 TGBT qui alimente le bâtiment 86 administratif. - 2 TGBT qui distribuent <ul style="list-style-type: none"> • l'atelier DFF (production) constitué de deux bâtiments qui sont secourus (par un groupe électrogène et un onduleur) ; • le groupe froid qui n'est pas secouru ; • le local incendie qui est secouru (par un groupe électrogène et un onduleur) ; • le parking qui n'est pas secouru. <p>En cas de perte électrique, tous les équipements sont reliés à une alarme visuelle et sonore elle-même secourue.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité (2)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors d'une coupure électrique, l'exploitant a choisi de mettre les équipements en sécurité et d'arrêter les productions en cours immédiatement.</p> <p>L'exploitant précise que le temps maximum nécessaire pour mettre en sécurité le site via une fin de fabrication est de 2 heures. Ce temps correspond à une recette de production exothermique nécessitant le plus de temps et de moyens pour l'arrêter en sécurité.</p> <p>Les équipements nécessaires à la réalisation des différentes phases de production permettant de finaliser les réactions du site en sécurité sont secourus (froid, agitation, capteur de mesure ou fuite,...).</p> <p>L'exploitant a défini une liste des équipements secourus dans le POI.</p> <p>L'exploitant précise que les capteurs des installations liés à l'automate de sécurité (température, pression, capteur de chlore,...) sont secourus.</p> <p>L'exploitant précise également qu'en cas de défaut des capteurs de chlore, cette information est reportée en salle de contrôle et que ce défaut est traité comme une détection de chlore et font ainsi arrêter la production.</p> <p>Le site étant sur une plate-forme chimique avec des utilités en commun, la société en charge des utilités de la plateforme (VSPU) fournissant l'électricité est le contact privilégié en cas de problème.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Arrêts et mise en sécurité (3.a)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.</p>

<p>Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a rédigé une procédure référencée FAB-I-023 sur les actions à mener en cas de perte d'électricité pour la mise en sécurité des installations. Cette procédure inclut également la phase de redémarrage après rétablissement de l'électricité.</p> <p>L'exploitant précise que le fonctionnement du secours électrique est automatisé et est connu des différents services.</p> <p>La procédure FAB-I-023 intègre la liste des équipements qui doivent être secourus électriquement (cf point de contrôle précédent). Ces équipements sont ceux que l'exploitant a jugé nécessaires à la fin de la production en cours et à la mise en sécurité.</p> <p>Les seuls stockages qui peuvent monter en température sont les amorceurs. Ces produits doivent être stockés à moins de +24°C. Ils sont actuellement stockés dans une armoire réfrigérée qui conserve la température de +6°C pendant des heures. Cette dernière est elle-même stockée dans un bâtiment. Pour information, la demi-vie de ces amorceurs à +25 °C est de 276 jours. La FDS du produit indique une température d'auto-décomposition accélérée pour une température > +45°C. De plus la quantité stockée sur le site est faible (480 kgs) et n'est pas classée selon la rubrique 4411. L'armoire réfrigérée est secourue électriquement.</p> <p>Selon l'exploitant au moins deux personnes par équipe sont formées et sont en capacité de réaliser les actions en cas de perte d'électricité. Ce point est abordé plus en détail dans les points de contrôle suivants.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Actions engagées pour la mise en sécurité (3.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Consignes d'exploitation et de sécurité.</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.</p> <p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification</p>

ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;

-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;

-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »

Constats :

Sur la présente prescription, le contrôle a été réalisé exclusivement sur les consignes et l'organisation de l'exploitant spécifiquement lors d'une coupure électrique du site.

L'exploitant précise que le temps maximum pour mettre en sécurité le site est lié à la réaction la plus longue (production de sulfochlorures) qui est de deux heures.

L'exploitant réalise un test de perte d'électricité tous les ans pour connaître le temps de réponse des équipements et la disponibilité de ces derniers.

Comme décrit au point de contrôle précédent deux personnes par équipe sont formées à la procédure FAB-I-023 qui décrit les actions à réaliser en cas de coupure électrique.

Le document d'enregistrement des formations au poste a été contrôlé le jour de l'inspection. Ce document référencé PERS-P-002-ENR014-2 intègre toutes les formations nécessaires au poste de travail ainsi que les habilitations. Les thématiques de formation sont :

- sécurité des procédés ;

- formation équipement ;

- formation aux risques ;

- formation urgence ;

~...

C'est dans le groupe "formation urgence" que le formateur traite notamment la procédure FAB-I-023. Ces formations sont validées suite à un compagnonnage et un questionnaire par une personne désignée par l'exploitant.

Le jour de l'inspection, le chef d'équipe a été interviewé et a décrit le fonctionnement du processus de formation ainsi que la procédure FAB-I-023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité (3.c)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en sécurité

Prescription contrôlée :

Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant a précisé que l'ensemble du process de production et les capteurs associés sont secourus et permettent la mise en sécurité des installations.

Toutes ces installations sont secourues deux heures minimum avec les volumes de fioul présents dans les réservoirs des groupes électrogènes du site.

L'exploitant stocke du fioul en plus de celui présent dans les réservoirs des groupes électrogènes. Le local où sont présents les deux groupes électrogènes qui secourent l'atelier de production dispose également de deux cuves de deux mètres cubes pour remplir éventuellement les réservoirs des groupes électrogènes si besoin. Le stock de fioul permet un fonctionnement de plus de 10 heures.

Le niveau des cuves de fioul est contrôlé toutes les semaines.

L'exploitant a précisé le jour de l'inspection qu'un test de 30 minutes est réalisé tous les mois sur les groupes électrogènes. Ce test est réalisé à 30% de la charge avec un banc de charge.

L'exploitant a réalisé un bilan (adéquation) entre les consommations des équipements secourus et

<p>les capacités des deux groupes électrogènes. Selon l'exploitant les deux groupes électrogènes sont suffisamment dimensionnés pour les équipements à secourir.</p> <p>Comme décrit précédemment les groupes électrogènes sont couplés à des onduleurs afin de limiter le risque de coupure pendant le délai du démarrage des groupes électrogènes. Les onduleurs sont testés tous les ans. Les tests ont une durée d'au moins 10 min.</p> <p>Le démarrage des groupes électrogènes est contrôlé par les opérateurs comme défini dans la procédure FAB-I-023.</p> <p>Une ronde est réalisée tous les jours pour contrôler le niveau des cuves de fioul des groupes électrogènes.</p> <p>Le jour de l'inspection, le niveau des groupes électrogènes a été contrôlé.</p> <p>Le réservoir d'un des deux groupes électrogènes indiquait un niveau égal à la moitié du réservoir alors que la consigne indique un remplissage en cas d'un niveau inférieur au 3/4 du réservoir.</p> <p>La fiche de contrôle quotidienne des installations de production indiquait un niveau correct depuis quelques jours.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées le 24 février 2025 que le réservoir du groupe électrogène concerné avait été complété.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation n°1 : L'exploitant réalisera un rappel aux équipes de production d'enregistrer les bonnes informations sur les fiches d'enregistrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositifs de secours électrique (Liste et équipements secourus) (4.a)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme décrit dans les points de contrôles précédents, l'exploitant a équipé les départs des</p>

<p>TGBT avec un onduleur et un groupe électrogène afin d'assurer et de mettre en sécurité le site en cas de perte d'électricité.</p> <p>Le jour de l'inspection, les équipements ont été visualisés comme décrit sur les plans des installations électriques (onduleurs et groupes électrogènes).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance (4.b)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme décrit dans les points de contrôles précédents, l'exploitant a pris en compte la réaction exothermique la plus défavorable pour estimer le temps nécessaire de mise en sécurité du site. Les autres activités du site ne nécessitent pas d'énergie pour être en sécurité ou maintenir un état de sécurité. En effet, les équipements et les automatismes ont été conçus et paramétrés pour se mettre en position de sécurité en cas de perte d'énergie ou pour se mettre en défaut sur les détecteurs de chlore par exemple.</p> <p>Ainsi les équipements de production d'électricité sur le site ont une disponibilité de deux heures minimum qui peut être étendu avec le remplissage des réservoirs des groupes électrogènes grâce au stock de fioul à disposition sur place.</p> <p>Le jour de l'inspection, il a été contrôlé le niveau des réservoirs de fioul des groupes électrogènes et des cuves à fioul stockées dans le même local (cf point de contrôle précédent).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique (5)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Maintenance et test</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Maîtrise des procédés.</p> <p>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'études de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.</p> <p>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont</p>

associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

Constats :

Le jour de l'inspection l'exploitant a présenté les tests des onduleurs et des groupes électrogènes. Comme décrit dans les points de contrôle précédents, les groupes électrogènes sont testés tous les mois pendant 30 minutes.

Le test est réalisé en charge avec un banc de charge à 30 %.

Ces tests sont réalisés par une entreprise extérieure et font l'objet d'un compte rendu. L'exploitant a présenté en séance le compte-rendu du dernier test réalisé le 25/07/2024 (sans constat d'anomalie).

Les onduleurs font également l'objet d'un test par une entreprise extérieure tous les ans. Ces tests font également l'objet d'un rapport. L'exploitant a présenté en séance le compte-rendu du dernier test réalisé le 31/07/2024 (sans constat d'anomalie).

Ce rapport inclut notamment un test de décharge de la batterie pendant 10 minutes.

Ce rapport prévoit des préconisations de changement de pièces selon une périodicité préconisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Plan d'action (6)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56

Thème(s) : Actions nationales 2025, Mise en conformité

Prescription contrôlée :

Utilités.

[...] Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026 »

Constats :

L'exploitant a précisé que les équipements du site étaient conçus pour un arrêt en sécurité c'est à dire par exemple que les vannes de chlore ne s'ouvrent qu'avec de l'énergie et se ferment en cas de perte des utilités.

Ce point n'a pas été abordé lors de l'inspection car le site a annoncé sa cessation pour le 30 juin 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : SGS : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2025, §3 de l'annexe I : Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation
Prescription contrôlée : Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité.
Constats : Ce point n'a pas été contrôlé car à ce jour le site est SEVESO seuil bas.
Type de suites proposées : Sans suite